

## L'empowerment, un concept à s'approprier en alpha ?

En faisant des recherches pour préparer ce *Journal de l'alpha* sur la participation, je suis tombée sur un article intitulé *L'empowerment, un nouveau vocabulaire pour parler de participation ?*<sup>1</sup>, qui m'a paru intéressant à trois niveaux. D'abord bien sûr parce que les auteures, comme le titre l'indique, lient cette notion à celle de la participation, thème de ce numéro ; ensuite parce qu'elles proposent de clarifier les différentes versions d'empowerment (radicale, social-libérale et néolibérale) en recourant à des « chaînes d'équivalences » ; enfin parce qu'elles prennent clairement position pour l'approche radicale, qui est aussi celle des origines du concept.

Loin d'être uniquement théorique, leur analyse s'appuie sur de nombreuses pratiques se revendiquant de l'empowerment ou s'y apparentant, notamment l'approche conscientisante de Paulo Freire. Ce qui m'a donné à penser que l'empowerment constitue un concept utile pour questionner nos pratiques participatives en alpha...

Par Sylvie-Anne GOFFINET

**S**elon Marie-Hélène Bacqué et Carole Biewener, « *l'empowerment articule deux dimensions, celle du pouvoir, qui constitue la racine du mot, et celle du processus d'apprentissage pour y accéder* » (p. 6)<sup>2</sup>. Développé dans les années 1970, et porté notamment par des militantes féministes mais aussi des mouvements sociaux antiracistes, défendant les droits des homosexuels, les identités régionales..., le concept d'empowerment a connu une trajectoire longue et diversifiée puisqu'il a été et est aujourd'hui toujours utilisé dans différents contextes, sur différents continents et par différents types d'acteurs<sup>3</sup>. Ce qui explique sa richesse mais aussi sa polysémie et le fait qu'il a parfois mauvaise presse. Sa reprise par des instances comme l'ONU, la Banque mondiale ou l'Union européenne (par exemple dans les programmes Equal financé par le Fonds social européen<sup>4</sup>) lui a fait perdre sa dimension radicale dont se revendiquaient pourtant ses précurseuses et précurseurs, ce qui n'a pas empêché des mouvements radicaux de se le réapproprier récemment (comme, en France, le collectif Pouvoir d'Agir<sup>5</sup>). Les conceptions de l'empowerment oscillent donc d'une conception (très) radicale à une conception (très) néolibérale. Pour y voir plus clair, la reprise des trois modèles d'empowerment construits par Marie-Hélène Bacqué et Carole Biewener s'avère particulièrement éclairante.

### Les trois modèles d'empowerment

Ces trois modèles ne reflètent pas la diversité des usages de la notion d'empowerment que l'on peut observer sur le terrain. Ce sont plutôt des « idéal-types », sortes de modèles à l'état pur, qui permettent d'organiser et de comprendre les différentes manifestations qui se rattachent, explicitement ou implicitement, à l'empowerment. Dans la réalité, il existe un continuum entre ces différents modèles<sup>6</sup>.

---

1 Marie-Hélène BACQUÉ et Carole BIEWENER, **L'empowerment, un nouveau vocabulaire pour parler de participation ?**, in *Idées économiques et sociales*, n°173, 2013/3, pp. 25-33 ([www.cajrn.info/load\\_pdf.php?ID\\_ARTICLE=IDEE\\_173\\_0025](http://www.cajrn.info/load_pdf.php?ID_ARTICLE=IDEE_173_0025)). Cet article est tiré de l'ouvrage : Marie-Hélène BACQUÉ et Carole BIEWENER, **L'empowerment, une pratique émancipatrice**, La Découverte, Politiques et sociétés, 2013.

2 Les citations suivies d'un numéro de page entre parenthèses sont tirées de l'ouvrage référencé dans la note précédente.

3 Dans leur ouvrage, Marie-Hélène Bacqué et Carole Biewener réalisent une brillante synthèse, très complète et très documentée, de cette histoire et des influences réciproques qui ont forgé le concept.

4 Les Programmes européens Equal financés par le FSE avaient pour objet la promotion de nouvelles pratiques en matière de lutte contre les discriminations et les inégalités de toute nature, en relation avec le marché du travail.

5 [www.pouvoirdagir.fr](http://www.pouvoirdagir.fr)

6 Voir l'exemple de la social-démocratie dans la note suivante.

## Le modèle radical

Dans ce premier modèle, la notion d'empowerment est appréhendée comme un « processus sociopolitique articulant l'acquisition d'une conscience de soi, d'une estime de soi, d'une conscience critique et le développement des capacités individuelles avec l'engagement, la mobilisation et l'action collective » (p. 54). Ce modèle se nourrit des théories du changement social, notamment celle de Paulo Freire mais aussi de la branche la plus radicale du mouvement féministe et d'une partie des mouvements communautaires. Pour ses partisan·e·s, « l'objectif d'émancipation individuelle et collective débouche sur un projet de transformation sociale qui, dans les approches les plus radicales, repose sur une remise en cause du système capitaliste. » (pp. 15-16).

## Le modèle social-libéral

Ce deuxième modèle est axé sur le rôle de l'État et des politiques publiques pour la promotion des droits civiques et la diminution des inégalités sociales et économiques dans un contexte de marché qui n'est pas remis en cause mais qui doit être contrebalancé<sup>7</sup>. « L'approche social-libérale ne vise pas à transformer le système en profondeur ou à remettre en cause la prévalence du marché et de ses normes » (p. 143), elle vise plutôt à l'aménager pour permettre aux individus de faire des choix effectifs. La conception de l'empowerment relevant de cette approche se décline de la défense des libertés individuelles à la promotion de la cohésion sociale et au développement des communautés.

## Le modèle néolibéral

Ce troisième modèle correspond à une extension et une dissémination des valeurs du marché à la politique sociale et à l'ensemble des institutions. « La notion d'empowerment y est mobilisée dans une logique de gestion de la pauvreté et des inégalités, pour permettre aux individus d'exercer leurs capacités individuelles et de prendre des décisions 'rationnelles' dans un contexte d'économie de marché », c'est-à-dire « d'être intégré au monde du travail et de la consommation, de trouver leur place dans l'économie de marché, d'être 'entrepreneurs de leur propre vie' » (p. 17).

## Difficulté d'une définition commune

L'existence de ces trois modèles, aux conceptions et menant à des pratiques très diverses, voire antagonistes, permet difficilement de donner une définition unique de l'empowerment, à l'exception d'une très générale qui se réfère à son étymologie, soit *un processus d'apprentissage pour l'exercice d'une forme de pouvoir*<sup>8</sup>. Selon Marie-Hélène Bacqué et Carole Biewener, c'est dans cette articulation de deux dimensions (le pouvoir et le processus pour y accéder) que se situe l'intérêt principal du recours au concept d'empowerment, et ce d'autant plus qu'aucune traduction française n'arrive à en rendre compte simultanément (tantôt c'est l'une de ces deux dimensions qui est présente, tantôt l'autre, mais jamais les deux à la fois).

---

7 Ce modèle développé aux États-Unis se distingue du libéralisme pur et dur fondé sur le laisser-faire et la loi du marché, mais aussi de la social-démocratie (située entre le modèle radical et le modèle social-libéral) qui s'est développée en Europe avec l'avènement des États-providence (en Belgique après la fin de la Seconde Guerre mondiale à la suite de la signature du Pacte social en 1944). Les idées social-libérales ont cependant pris leur essor en Europe dans les années 1990, entraînant un passage de la social-démocratie au social-libéralisme. Et aujourd'hui, la composante libérale de ce « social-libéralisme » à l'européenne tend à se renforcer au détriment de sa composante sociale. On peut ici faire référence aux politiques d'activation qui rendent l'accès aux droits sociaux de plus en plus conditionnel. Pour en savoir plus, lire : Michel CABANNES, **La mutation social-libérale de la social-démocratie**, in *Les Possibles*, ATTAC France, n°7, été 2015, pp. 157-162 (<https://france.attac.org/nos-publications/les-possibles/numero-7-ete-2015/debats/article/la-mutation-social-liberale-de-la-social-democratie>).

8 J'utilise ici le terme de « forme de pouvoir » préférentiellement à celui de « pouvoir » car, comme nous le verrons plus loin, il existe différentes formes de pouvoir.

## Les chaînes d'équivalences

Face à une définition très générale d'une part et à trois modèles se référant à des idéologies très différentes d'autre part, le recours à la notion de « chaîne d'équivalences » s'avère éclairant pour identifier les pratiques d'empowerment, en lien avec leur modèle de référence, surtout quand il s'agit d'un lien implicite. Cette notion permet en effet de cerner le sens d'un concept, ici l'empowerment dans ses différentes versions, « *au regard d'autres concepts ou propositions avec lesquels il est employé et qui contribuent à le constituer* » (p. 15).

Pour construire le tableau ci-dessous, je suis partie sur les chaînes d'équivalences données par Marie-Hélène Bacqué et Carole Biewener, celles qu'elles ont fait correspondre aux trois modèles idéal-typiques mais aussi celles qu'elles ont construites au fil des pages, en regard des différentes pratiques – contextualisées historiquement et géographiquement, et situées dans un des champs de l'action sociale – qu'elles ont analysées. J'ai ensuite complété le tableau avec d'autres notions qui me semblaient également en lien avec la notion d'empowerment.

	Modèle radical	Modèle social-libéral	Modèle néolibéral
Modèle sociétal de référence	Remise en cause du modèle capitaliste  Pratiques redistributives et développement de communs  → transformation	Modèle où l'intervention publique contrebalance les effets négatifs de l'économie de marché capitaliste  → adaptation	Extension des valeurs de marché à la politique sociale et à toutes les institutions  → dérégulation
Enjeux	Justice sociale  Changement social dans les différents champs de la vie sociale, du local à l'international	Cohésion sociale  Développement social au sein de <i>communautés</i> *	Intégration des individus au monde du travail et de la consommation
	Articulation du civique et du politique	Dissociation entre le civique et le politique	Primauté de l'économie sur le civique et le politique
Lien avec la notion de participation	Constitution de collectifs menant des actions :  - d'opposition aux rapports de domination  - de conception et d'expérimentation de pratiques alternatives	Participation aux institutions démocratiques sans pour autant les remettre en cause  Participation de proximité	Participation au marché et à la consommation
Lien avec la notion d'égalité	Égalité à tous les niveaux, y compris dans les structures de participation	Égalité d'opportunités  Diminution des inégalités sociales  Lutte contre la pauvreté	Gestion de la pauvreté et des inégalités
	Remise en cause des inégalités structurelles	Pas de remise en cause des inégalités structurelles mais atténuation des effets	Légitimation des inégalités structurelles
Lien avec la notion de droit	Accès égalitaire aux droits économiques, sociaux, politiques et culturels : les connaître, les défendre et les exercer	Respect des droits fondamentaux mais priorité donnée aux droits civiques et politiques sur les droits économiques et sociaux	Priorité donnée aux droits liés à la liberté d'entreprendre pouvant entraîner un bafouement et une violation de

			certaines autres droits
Acquisition des différentes formes de pouvoir	<i>Pouvoir intérieur</i> <i>Pouvoir de</i> <i>Pouvoir avec</i> <i>Contrepouvoir</i> <i>Pouvoir sur</i>	<i>Pouvoir intérieur</i> <i>Pouvoir de</i> <i>Pouvoir avec</i>	<i>Pouvoir intérieur</i> <i>Pouvoir de</i>
Développement individuel	<i>Émancipation</i> individuelle Développement de l'estime de soi/confiance en soi Reconnaissance sociale	Développement d'opportunités individuelles Développement du <i>capital social</i> Développement de <i>capacités</i> Inclusion/insertion culturelle et sociale	Développement des capacités de prendre des décisions rationnelles dans un contexte d'économie de marché  Développement personnel à travers l'insertion dans le monde du travail
Développement collectif	<i>Émancipation</i> collective Conscientisation Solidarité de classe, de sexe, de race Engagement civique et politique Autodétermination/autoprise en charge	Développement d'opportunités collectives Solidarité sociale Engagement civique dépolitisé Inclusion/insertion sociale et culturelle des <i>communautés</i> Autonomisation	Aucun

\* Les mots en italique sont définis dans le lexique qui suit.

## Lexique

**Capabilité** : Cette notion, empruntée à l'économiste Amartya Sen, est centrée sur la liberté des individus à utiliser leurs biens pour choisir leur propre mode de vie. Cette liberté n'étant pas identique pour tous les individus. Cette approche peut être rattachée au modèle social-libéral dans la mesure où, « centrée sur la liberté individuelle, elle renvoie aussi à la responsabilité des individus, mais – et c'est ce qui la distingue des approches néolibérales – en considérant les ressources et les conditions, notamment institutionnelles, de leur capacité d'agir. » (p. 83).

**Communauté** : Dans leur ouvrage, Marie-Hélène Bacqué et Carole Biewener utilisent le terme de « community » pour désigner « un corps intermédiaire entre sphère privée et sphère publique, entre le citoyen et l'État ». Ce qui relie les individus d'une même community, ce sont « des rapports d'appartenance, d'origine, de natures diverses, choisis ou non par les individus qui la composent : lien territorial, religieux, ethnique ou identitaire, pratiques ou cultures communes ». (p. 20).

**Capital social** : « Ensemble des ressources actuelles ou potentielles qui sont liées à la possession d'un réseau durable de relations plus ou moins institutionnalisées d'interconnaissance et d'interreconnaissance. »<sup>9</sup> Selon le politologue Robert Putman, le capital social est le garant d'une bonne gouvernance et favorise l'accès à la richesse économique et au développement. Il suffirait d'augmenter la densité des réseaux sociaux pour améliorer la qualité de la vie civique des pauvres et leur ouvrir des opportunités de promotion sociale.

**Émancipation** : « L'émancipation consiste à sortir aussi modestement que cela soit (une prise de parole, une indignation publiquement exprimée, un premier acte de résistance...) de la place qui

9 Pierre BOURDIEU, **Le capital social. Notes provisoires**, in *Actes de la recherche en sciences sociales*, Vol. 31, janvier 1980, p. 2 ([www.persee.fr/doc/arss\\_0335-5322\\_1980\\_num\\_31\\_1\\_2069](http://www.persee.fr/doc/arss_0335-5322_1980_num_31_1_2069)).

*vous a été assignée par les conditions sociales, les appartenances culturelles, le genre ou les handicaps de toutes sortes. »<sup>10</sup>*

**Pouvoir intérieur** : Pouvoir qui résulte d'une transformation personnelle (développement de l'estime de soi, d'un sentiment de dignité, de la confiance en soi, etc.).

**Pouvoir de** : Capacité de promouvoir des changements, d'agir. L'acteur est en capacité de mettre en œuvre son énergie et ses compétences, que ce soit dans la réalisation d'un projet personnel, d'une participation à un projet de développement communautaire ou à un mouvement social.

**Pouvoir avec** : Pouvoir de faire avec, de construire avec, de s'inscrire dans une démarche collective de prise en main de son avenir et de transformation sociale.

**Contrepouvoir** : Mise en œuvre d'une capacité critique et créative, construite à partir de l'expérience des individus et de leur mobilisation.

**Pouvoir sur** : Capacité de décider, d'exercer une action sur d'autres, en particulier quand cette action se fait au détriment de leur intérêt (sens commun) ; prise de pouvoir qui aboutit à un renversement des rapports de force, au partage du pouvoir par la mise en œuvre de l'adage « le pouvoir ne se donne pas, il se prend » (sens radical).<sup>11</sup>

Outre de nous permettre d'analyser des pratiques, les nôtres ou d'autres développées par ailleurs, le recours aux chaînes d'équivalences permet d'affiner l'analyse en faisant par exemple apparaître des tendances ou des conflits au sein d'une institution ou d'un mouvement social, ou encore des évolutions, des passages d'un modèle à l'autre, tant les frontières qui les séparent ne sont pas étanches. Si au niveau des modèles, il existe un continuum entre le plus radical et le plus libéral, il en va de même au niveau des pratiques d'empowerment.

## L'empowerment radical, un processus

Dans sa version radicale, l'empowerment est un processus d'appropriation d'un pouvoir d'agir en vue d'une transformation sociale, qui ne peut venir que « d'en bas » dans la mesure où elle résulte de la prise de conscience, de la mobilisation et de l'action de groupes opprimés contre les injustices et pour une société plus égalitaire. Le processus de l'empowerment radical nécessite plusieurs articulations. Le dépliement de ces articulations permet de situer sur quelle dimension on travaille (il est impossible de travailler sur toutes les dimensions à la fois), sur lesquelles il y a des retombées (par exemple, les retombées individuelles qui apparaissent alors qu'on travaille sur la dimension collective), celles que l'on envisage de travailler ultérieurement, etc.

Premièrement, une articulation entre un pouvoir intérieur, un pouvoir de, un pouvoir avec et un pouvoir sur, en vue d'une transformation sociale.

L'atelier citoyenneté du Collectif Alpha<sup>12</sup>, où sont mises en œuvre les approches de la médiation culturelle et de la démocratie profonde, me semble **articuler différentes formes de pouvoir** : « pouvoir intérieur », « pouvoir de » et « pouvoir avec » (tels que définis dans le lexique ci-dessus), centrés sur le développement du groupe, les participants partageant une communauté de valeurs et de projets. Cette cohésion du groupe construite notamment par la mise en œuvre de la méthodologie de la démocratie profonde a notamment débouché sur sa participation au rassemblement contre la levée

10 Christian MAUREL, **Un immense besoin d'éducation populaire**, in *Le Monde.fr*, 2 février 2011, [www.lemonde.fr/idees/article/2011/02/02/un-immense-besoin-d-education-populaire\\_1473891\\_3232.html](http://www.lemonde.fr/idees/article/2011/02/02/un-immense-besoin-d-education-populaire_1473891_3232.html)

11 Sur les différentes formes de pouvoir, voir : Marie-Hélène BACQUÉ, **Pouvoir d'agir**, Intervention au Congrès de la Fédération des centres sociaux et socioculturels de France, *Écouter, comprendre, agir*, Lyon, 21-23 juin 2013 (vidéo : <http://congres2013.centres-sociaux.fr/2013/07/02/discours-en-vidéo-4-marie-helene-bacque> ; texte : [www.upp-acepp.com/wp-content/uploads/2015/09/pouvoir-dagir-mHbacqu%C3%A9-1.pdf](http://www.upp-acepp.com/wp-content/uploads/2015/09/pouvoir-dagir-mHbacqu%C3%A9-1.pdf)).

12 Voir : Muriel BERNARD et Joëlle DUGAILLY (rencontre avec), **Un atelier citoyenneté où les participants font l'expérience de la démocratie profonde**, in *Journal de l'alpha*, n°210, 3<sup>e</sup> trimestre 2018, pp. 103-124.

du secret professionnel des travailleurs sociaux du 16 février 2017 (exercice d'un « contrepouvoir »).

Fonctionnant dans le cadre d'une formation Promotion sociale, cet atelier se trouve cependant confronté à une double contrainte de temps – une contrainte de rythme (une demi-journée par semaine) et une contrainte de durée (un an) – qui limite ses possibilités de développement. Se constituer comme entité autonome à l'issue de cette première expérience permettrait au groupe de s'émanciper plus avant. On pourrait alors véritablement parler d'empowerment radical. Comme le disait Joëlle Dugailly, formatrice du groupe : « *Ce serait révolutionnaire !* »<sup>13</sup>.

Deuxièmement, une articulation entre :

- une dimension individuelle : l'individu prend conscience de la condition structurelle de la domination et des rapports de pouvoir, développe une subjectivité de résistance qui lui permet de sortir de la stigmatisation et de (re)prendre sa vie en main ;
- une dimension collective : la conscience critique qui découle du pouvoir d'agir individuel débouche sur la construction d'identités collectives et de solidarités par la mise en commun des subjectivités et des énergies individuelles ;
- une dimension sociopolitique : une mobilisation se construit à partir de la conscience critique développée collectivement et débouche sur une ou des actions en vue de faire changer les choses (changement social).

Troisièmement, une articulation entre :

- une dimension psychologique (estime de soi) ;
- une dimension cognitive (compréhension critique de la réalité) ;
- un passage à l'action.

Enfin une articulation entre :

- la défense d'intérêts pratiques, par exemple via une formation qui permet à des personnes appartenant à des groupes opprimés (pour des raisons de classe, de sexe, ou de race) d'acquérir une qualification en vue d'accéder à un emploi salarié ;
- la défense d'intérêts stratégiques, par exemple via une réflexion sur le type d'emploi souhaité (emploi salarié ou indépendant ? emploi stable ? protégé par des droits sociaux ? dans quel type de secteur ? etc.) et des actions pour lutter contre la précarisation de l'emploi, les droits des travailleurs, la solidarité sociale...

## Empowerment radical et alphabétisation

### Des pratiques d'empowerment radical

Comme cela a été dit en début d'article, l'empowerment peut se déployer dans différents champs, dont bien sûr le champ de l'éducation des adultes, et en particulier de l'alphabétisation. Dans leur ouvrage, Marie-Hélène Bacqué et Carole Biewener parlent d'ailleurs à plusieurs reprises de Paulo Freire<sup>14</sup>, comme exemple d'empowerment radical.

Non citée par les auteures, mais à mon sens s'inscrivant tout autant dans une perspective d'empowerment radical mobilisant l'alphabétisation, l'approche Reflect-Action : « *Reflect est une approche de l'apprentissage et du changement social qui vise (...) à renforcer les capacités de communication des populations pour leur permettre de participer davantage aux décisions qui affectent leur quotidien. Cette approche repose*

13 Lors de la rencontre qui servit de base à l'article précité.

14 Voir : Paulo FREIRE, **Pédagogie des opprimés** (suivi de **Conscientisation et révolution**), FM/Petite collection Maspero, 1977. Pour une présentation succincte de l'éducation libératrice selon Paulo Freire, voir le schéma dans : **Paulo Freire, toujours d'actualité aujourd'hui pour l'alphabétisation**, in *Journal de l'alpha*, n°163, avril 2008, p. 11, [www.lire-et-ecrire.be/ja163](http://www.lire-et-ecrire.be/ja163) (schéma repris de : *Vivant Univers, La conscientisation selon Paulo Freire*, n°308, janvier-février 1977, p. 25).



sur une gamme de méthodes participatives extrêmement vaste (...) qui aident les participants à communiquer leurs connaissances, leurs expériences et leurs sentiments, à identifier et analyser les problèmes sociaux, économiques, culturels et politiques qui se posent à eux, sans être freinés par l'analphabétisme ou la barrière de la langue. (...) Au cours de ce processus, le développement de l'alphabétisation et des autres capacités de communication s'accompagne d'un engagement des participants dans des mouvements plus larges de développement et de changement social. »<sup>15</sup>

Chez nous, la charte de Lire et Écrire<sup>16</sup> va dans le même sens. Pour Lire et Écrire, « l'alphabétisation n'est pas une fin en soi, mais un outil pour atteindre les buts des participants et de l'association. Il s'agit d'apprendre à parler, lire, écrire, calculer pour... soutenir la scolarité des enfants, trouver du travail ou maintenir son emploi, accéder à d'autres formations, sortir de chez soi, se débrouiller seul, comprendre le monde dans lequel on vit, y prendre une part active, critique et solidaire,... et participer à la transformation des rapports sociaux, économiques, politiques et culturels dans une perspective d'émancipation, de participation des personnes et de changement social vers plus d'égalité. » Et ce dès le début et tout au long du processus d'alphabétisation populaire.

En construisant un cadre de référence pédagogique, *Balises pour l'alphabétisation populaire – Comprendre, réfléchir et agir le monde*<sup>17</sup>, basé sur les valeurs et la vision de l'alphabétisation définies par sa charte, Lire et Écrire avait comme enjeu de développer une approche de l'alphabétisation populaire qui associe, dans une même dynamique réflexive, un processus d'autorisation qui vise l'acquisition de la puissance d'agir<sup>18</sup> et un processus d'apprentissage qui vise l'acquisition de savoirs, dont une réelle maîtrise des langages fondamentaux.

### Un processus long et difficile qui met les premiers concernés au centre

Tout ce qui précède montre que l'empowerment est forcément un processus long et difficile puisqu'il s'agit, comme le dit la charte de Lire et Écrire, « de combattre les inégalités dans le but de construire une société plus juste et équitable, plus solidaire et démocratique » où ce sont les personnes analphabètes « qui doivent être au cœur de cette lutte »<sup>19</sup>.

C'est un processus qui, dans le concret, ne sera jamais linéaire. Des rétroactions vont certainement se produire entre la dimension collective et la dimension individuelle, la dimension sociopolitique et la dimension collective ou individuelle... De même, la progression sera faite d'un enchaînement d'avancées et de reculs : « Il y a une chronologie particulière à la participation. Mais cette chronologie ne sera pas forcément exprimée par une progression linéaire qui irait d'une perspective individuelle à une perspective collective. Bien sûr, il y a un chemin qu'on peut baliser (...) Simplement, c'est faux de croire que ça va aller tout droit. Il y aura des avancées, des reculs et, dans les

---

15 Ex-site Reflect-Action ([www.reflect-action.org](http://www.reflect-action.org)).

16 **Charte de Lire et Écrire**, octobre 2011 ([www.lire-et-ecrire.be/IMG/pdf/charte\\_de\\_lire\\_et\\_ecrire.pdf](http://www.lire-et-ecrire.be/IMG/pdf/charte_de_lire_et_ecrire.pdf)).

17 Catherine STERCQ et Aurélie AUDEMAR (coord.), **Balises pour l'alphabétisation populaire. Comprendre, réfléchir et agir le monde**, Lire et Écrire, 2017 ([www.lire-et-ecrire.be/Balises-pour-l-alfabetisation-populaire](http://www.lire-et-ecrire.be/Balises-pour-l-alfabetisation-populaire)).

18 « Pour qu'un processus d'autorisation développe le pouvoir d'agir, il doit permettre : d'oser penser par soi-même ; de se situer et de se distancier de sa situation personnelle, de sa position sociale, des problèmes rencontrés pour mieux les comprendre ; de prendre conscience d'appartenir à une société et d'avoir une responsabilité politique au sein de cette société ; de prendre conscience de son pouvoir sur..., de la possibilité d'agir même modestement, individuellement et collectivement, et d'ainsi participer à la transformation sociale ; d'appartenir à un collectif (reconnaissance et acquisition d'un statut) ; de construire des revendications ; de se confronter à la réalisation de projets et d'actions collectives. » (**Balises pour l'alphabétisation populaire**, op. cit., p. 68).

19 Op. cit.

*meilleurs des cas, des réajustements qui prennent en compte les difficultés rencontrées. »<sup>20</sup>*

Le chemin ne sera pas conçu à l'avance mais sera à construire collectivement, en interaction avec le groupe. Paulo Freire écrivait : « *Notre rôle n'est pas de parler au peuple de notre vision du monde ou d'essayer de la leur imposer, mais de dialoguer avec lui sur la sienne et sur la nôtre. Nous devons être convaincus que sa vision du monde, qui se manifeste dans ses divers comportements, reflète sa situation dans le monde.* »<sup>21</sup> Ce sont les premiers concernés qui peuvent le mieux parler de leurs préoccupations et des injustices qu'ils subissent. Dans les « cercles de culture », le rôle de l'éducateur sera de partir des situations problématiques récoltées – transformées, dans la méthodologie de Paulo Freire, en « situations codées » par une équipe multidisciplinaire (photos, dessins, saynètes, enregistrements audios...) – et, par le dialogue, d'amener les participants à les décoder, c'est-à-dire les analyser pour ensuite œuvrer ensemble à leur transformation.

Reflect-Action, s'inspirant de Paulo Freire, propose également de rassembler les participants dans des cercles de discussion sur les sujets importants de leur vie, pour ensuite les amener à analyser à l'aide d'outils (arbres, calendriers, cartes,...) que l'animateur choisira en fonction de la problématique et des éléments apportés par le groupe.

Chez nous, en alphabétisation populaire, la question du sens est centrale : quel sens peut avoir l'apprentissage de la lecture-écriture, de l'expression orale, des mathématiques,... pour celui qui apprend ? « *Le sens, c'est ce qui légitime aux yeux de l'apprenant l'effort qu'il est en train de faire (...); le sens est à la fois de l'ordre du désir et de la nécessité vitale.* »<sup>22</sup> En conséquence, le cadre de référence pédagogique de Lire et Écrire propose de créer des démarches d'alphabétisation à partir de situations réelles qui font sens pour les apprenants : situations vécues, questionnements, centres d'intérêt, projets..., situations qui seront toujours globales et complexes, même avec des groupes débutants. Situations qui vont amener à s'interroger, chercher, parler, lire, écrire, calculer, analyser, inventer, agir, coopérer,... pour « *comprendre, réfléchir et agir le monde* ».

En éducation populaire, nous connaissons aussi l'entraînement mental qui propose de partir de l'expérience, c'est-à-dire de situations concrètes insatisfaisantes pour « *prendre du recul et ouvrir le champ des possibles* »<sup>23</sup>. Ces situations seront analysées en groupe par l'échange et la confrontation – recherche des différents aspects de la situation, acteurs et points de vue en présence – en vue de dégager des pistes d'action pour transformer la situation analysée en situation concrète satisfaisante. « *C'est dans et par la rencontre des hommes que naissent les changements.* »<sup>24</sup>

La méthode des intelligences citoyennes est une autre approche qui permet à un groupe de dialoguer (par la rencontre de « Je » qui deviennent un « Nous »), d'analyser une situation injuste issue du récit d'un participant et choisie par le groupe (appropriation collective), pour ensuite chercher des pistes de solution et d'action qui sont justes, c'est-à-dire légitimes et valides, non seulement pour le groupe mais aussi pour « Nous tous et toutes » (universalisables). Ce rapport au Juste se construit à travers la mise à l'épreuve de quatre principes – autonomie, solidarité, égalité et liberté – qui composent le carré éthique du « Nous responsables » (le « gouvernail pour penser et agir »).

---

20 Julien CHARLES (interview de), **La participation : quelle place pour les participants ?**, CESEP, 2013, [www.cesep.be/index.php/74-publications/analyses/pratiques-de-formation/470-la-participation-quelle-place-pour-les-participants](http://www.cesep.be/index.php/74-publications/analyses/pratiques-de-formation/470-la-participation-quelle-place-pour-les-participants)

21 Paulo FREIRE, op. cit., p. 81.

22 **Balises pour l'alphabétisation populaire**, op. cit., p. 58.

23 **Peuple et Culture** (ouvrage collectif), **Penser avec l'Entraînement Mental. Agir dans la complexité**, Chronique sociale, 2003, p. 18.

24 Ibid., p. 15.



## En guise de conclusion

Plusieurs points émergent de ce qui précède :

**1.** Le fait que l'empowerment soit **un processus non linéaire** qui s'articule sur plusieurs dimensions s'avère rassurant car cela nous permet d'envisager les petites avancées comme autant de pas vers la réalisation de l'objectif de justice et d'égalité sociale. Pour les personnes concernées, ce sont mêmes des victoires en soi qui pourront avoir des répercussions à d'autres niveaux.

Nous ne sommes non plus pas seuls dans ce combat. Une partie du public qui vient en formation chez nous fréquente d'autres lieux ou en fréquentera plus tard. Et si certains abandonnent un projet ou une action en cours de processus, d'autres seront là pour prendre le relai... Faire confiance à l'humain comme moteur de changement, c'est aussi parier qu'il y a des acquis qui sont ou seront réactivés...

Se situer dans un processus permet aussi de réajuster l'action en fonction de l'évaluation réalisée en cours de travail : sur quelles dimensions a-t-on déjà travaillé ? quelles sont celles que l'on va travailler prochainement ? comment fera-t-on les articulations ? etc. Un processus non linéaire permet ce type de réajustement permanent, de construction sur le déjà là ou le déjà construit, sans que l'emprunt de chemins parallèles ou de détours, qui constituent autant d'étapes vers l'objectif poursuivi, ne soit du temps perdu.

**2. Les chaînes d'équivalences** peuvent constituer un outil utile pour les actions de formation en nous permettant d'identifier à quel niveau on travaille, mais aussi de poser un regard critique sur les objectifs qui nous sont assignés par les pouvoirs subsidiaires : comment comprendre, par exemple dans un appel à projets, le fait qu'il y soit question d'émancipation alors qu'aucun objectif de transformation sociale n'est par ailleurs formulé ?

De même, quand on lit des documents de réflexion ou des comptes rendus d'actions, il n'est pas toujours aisé de poser un regard critique et réflexif sur des concepts ou des discours qui parfois nous en mettent plein la vue. À ce niveau, les chaînes d'équivalences peuvent également constituer un outil utile pour décrypter ce qui nous est présenté. On peut par exemple, dans un écrit, procéder par repérages successifs, en allant de terme en terme, en cherchant d'abord ceux qui gravitent autour d'un terme central, puis ceux qui gravitent autour de termes secondaires afin de constituer un faisceau de termes qui nous donneront une indication sur les choix idéologiques des auteurs. Sans oublier la mise en perspective historique qui permet de connaître l'origine de l'usage de certains termes dans un contexte donné, en particulier lorsqu'il s'agit de termes passepartouts et à géométrie variable comme « empowerment », « citoyenneté » ou « participation ».

**3. Des limites, des freins, des obstacles** ne vont cependant pas manquer d'apparaître et de venir ralentir, réduire, voire anéantir notre action. Un premier, et non des moindres, est le cadre sociétal dans lequel toute action se situe inévitablement. Ce cadre aujourd'hui, et c'est peu dire, n'est pas porteur de projets sociaux émancipateurs. Les politiques d'inspiration libérale ayant tendance à envahir toutes les sphères de la vie sociale, bien au-delà des sphères économiques, tout projet d'empowerment radical va nécessairement à contrecourant et ne trouvera par conséquent que peu d'adjuvants extérieurs, si ce n'est dans les poches de résistance qui s'inscrivent elles aussi dans une perspective radicale.

Ce cadre sociétal peu favorable impose d'abord des limites en termes de temps – le temps de formation est de plus en plus limité et restreint à l'acquisition de compétences valorisables sur le marché du travail – et des limites en termes de moyens dans la mesure où nous nous trouvons également face à des contraintes de résultats (efficacité).

Et qui dit imposition d'une « efficacité » dit souvent restriction des moyens à ce seul objectif. Ensuite, des limites à la participation même dans la mesure où les politiques actuelles d'activation et d'exclusion obligent le public à se recentrer sur sa survie et entrave son investissement dans des projets à plus long terme. Enfin, des limites institutionnelles qui sont celles de notre cadre de travail. Nos institutions poursuivent des objectifs, qui ne sont pas toujours ceux d'un projet radical, ou sont porteuses de contradictions dans leur mode de fonctionnement, dans leurs relations avec les pouvoirs publics ou leurs partenaires,...

#### 4. L'empowerment radical n'est-il finalement qu'une utopie ?

Une chose est de se revendiquer de projets radicaux (libération des opprimés, émancipation collective, partage des savoirs et des ressources, combat pour l'égalité et la justice sociale,...), autre chose est de les concrétiser, d'avoir et de garder l'énergie au quotidien, de ne pas se décourager lorsque des difficultés ou des obstacles apparaissent. Là comme ailleurs, il est sans doute plus facile de penser, de parler ou d'écrire que d'agir et de persévérer dans l'action !

Ne nous trouvons-nous pas aujourd'hui, plus que jamais, dans un combat de David contre Goliath ? Sans aucun doute, mais l'utopie a aussi comme caractéristique d'être mobilisatrice !

#### Sylvie-Anne GOFFINET – Lire et Écrire Communauté française

Sur l'empowerment radical, lire aussi:

Sophie CHARLIER, **Genre et empowerment/empoderamiento/émancipation**,  
*Les essentiels du genre*, n°10, Le Monde selon les femmes, 2009  
Téléchargeable: [www.mondefemmes.be/genre-developpement-outils\\_theories-analyse\\_essentiels-genre\\_10-empowerment.htm](http://www.mondefemmes.be/genre-developpement-outils_theories-analyse_essentiels-genre_10-empowerment.htm)